## CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 16 janvier 1969

La séance est ouverte à deux heures. [Traduction]

## AFFAIRES COURANTES

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'EXAMEN DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE NATIONALE AU COMITÉ PERMANENT

L'hon. D. S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, il y a eu des discussions sur les travaux du comité des affaires extérieures et je pense que la Chambre est unanime pour déclarer qu'il serait souhaitable d'avoir un nouvel ordre de renvoi au comité afin qu'il puisse poursuivre l'ordre des travaux qui a déjà été arrêté. Je pense qu'un ordre rédigé dans les termes suivants serait accepté à l'unanimité:

Que le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale soit chargé, et est chargé par le présent ordre, d'entendre des témoignages et d'examiner la politique de défense du Canada.

Si la Chambre y consent, nous pourrons en faire un ordre de la Chambre.

M. l'Orateur: La Chambre y consent-elle?

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je demander respectueusement au président du Conseil privé (M. Macdonald) pourquoi l'ordre proposé est limité à la politique de défense, à l'exclusion de la politique extérieure?

L'hon. M. Macdonald: Ma foi, cela a fait l'objet de discussions en divers endroits. Le calendrier portait plutôt sur la politique de défense que sur l'ensemble.

M. Lewis: Si vous me le permettez, monsieur l'Orateur, je ferai remarquer au président du Conseil privé ainsi qu'au président du comité que les renseignements que m'a communiqués le député de Greenwood (M. Brewin), avant de se plonger dans l'étude du français, sont tout autres. Quoi qu'il en soit, ne vaudrait-il pas mieux étudier les deux questions? On ne peut séparer la défense de la politique extérieure, et il semble peu logique de limiter ainsi l'ordre.

L'hon. M. Macdonald: Il semblerait, monsieur l'Orateur, qu'il n'y ait pas consentement unanime quant au libellé de l'ordre que j'ai (Conseil de recherches pour la défense), ainsi

proposé. Peut-être pourrions-nous alors nous consulter de nouveau aujourd'hui afin de trouver une solution acceptable?

## LA RECHERCHE

L'«HUDSON 70»—L'EXPÉDITION OCÉANOGRA-PHIQUE CANADIENNE

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai le plaisir de vous annoncer un programme océanographique canadien qui, à notre avis, aura une grande importance non seulement pour le Canada, mais pour le monde entier. L'Hudson, navire-laboratoire du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, appareillera d'Halifax en novembre 1969 pour entreprendre un voyage océanographique de 47,000 milles marins, au cours duquel il fera le tour complet de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. Ce sera la première expédition océanographique canadienne de cette envergure. Fait intéressant à noter, il s'agira de la première circumnavigation effectuée autour du continent nord-américain par un navire, et le Hudson est le seul navire entièrement équipé pour la recherche scientifique en mesure d'effectuer ce périple. L'expédition sera connue sous le nom de Hudson 70.

Ce sera une expédition d'un an à travers les océans atlantiques, antarctiques, pacifiques et arctiques. Le navire aura à bord des hommes de science du ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources, d'autres ministères fédéraux, d'universités canadiennes et d'instituts océanographiques et d'universités américaines. Les travaux iront de l'étude des courants océanographiques à l'étude géologique du plateau continental canadien sur ses littoraux est, ouest et nord, et comprendront notamment des investigations biologiques, géophysiques, chimiques et autres études océanographiques.

• (2.10 p.m.)

Le personnel scientifique sera recruté en grande partie au laboratoire océanographique de l'Atlantique, qui relève du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, et au laboratoire d'œcologie marine de l'Office de recherches sur les pêcheries, l'un et l'autre situés à l'Institut Bedford. Il comptera aussi des hommes de science d'autres institutions, notamment, l'Université Dalhousie, l'Université de la Colombie-Britannique, l'Établissement atlantique de recherches pour la défense (Conseil de recherches pour la défense), ainsi